

Brochure n° 3060

Convention collective nationale

IDCC : 1930. – MEUNERIE

AVENANT N° 34 DU 17 MAI 2011
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX POUR L'ANNÉE 2011

NOR : ASET1150979M
IDCC : 1930

Entre :

L'ANMF ;

Le SRF ;

Le CFSI ;

Le SNIA,

D'une part, et

La FGTA FO ;

La CSFV CFTC ;

La FNAA CFE-CGC ;

La FGA CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

Préalablement, il est rappelé ce qui suit : les partenaires sociaux se sont réunis au début de l'année 2011 afin de rediscuter des salaires minima dans le cadre de la négociation annuelle sur les salaires.

Après divers échanges, les partenaires sociaux sont parvenus à un accord dans les termes qui suivent.

Par ailleurs, il est d'ores et déjà convenu que les partenaires sociaux se réuniront à nouveau dès janvier 2012 sur ce thème.

Article 1^{er}

Objet de l'avenant et intégration de son contenu dans la convention collective

Le présent accord a pour objet de revaloriser les minima professionnels applicables aux salariés relevant de la convention collective de la meunerie.

Il définit de nouvelles annexes B et C à l'annexe I « Salaires minima » de la convention collective de la meunerie. Ces nouvelles annexes B et C annulent et remplacent les annexes B et C définies par l'avenant n° 32 du 22 décembre 2010.

Les salaires définis par le présent avenant sont des minima conventionnels. En conséquence, leur fixation n'emporte pas, en tant que telle, de conséquences au niveau des salaires réels versés aux salariés, dans la mesure où ces derniers s'avèrent être équivalents ou supérieurs.

Le présent avenant ne remet pas en cause la possibilité pour les entreprises de continuer à appliquer les dispositions de l'article 14 de l'avenant n° 5 du 12 mars 1999 relatives à la prime d'ancienneté et au congé de fractionnement.

Article 2

Modification des annexes B et C à l'annexe I « Salaires minima »

« Annexe B

Rémunération mensuelle minimum (REMM)

Coefficients inférieurs à 220

A partir du 1^{er} mai 2011 puis du 1^{er} octobre 2011, les montants bruts de la rémunération mensuelle minimum garantie aux salariés relevant des coefficients inférieurs à 220 en contrepartie d'une durée de travail effectif de 151,67 heures par mois (soit 35 heures hebdomadaires) sont fixés comme suit :

(En euros.)

NIVEAU	COEF.	RÉMUNÉRATION MENSUELLE minimum à partir du 1 ^{er} mai 2011	RÉMUNÉRATION MENSUELLE minimum au 1 ^{er} octobre 2011
I	120	1 372,28	1 379,14
	125	1 377,35	1 384,24
	130	1 382,43	1 389,34
	135	1 387,50	1 394,44
II	140	1 392,58	1 399,54
	145	1 397,65	1 404,64
	150	1 402,73	1 409,74
	155	1 407,80	1 414,84
	160	1 412,88	1 419,94
	165	1 417,95	1 425,04
III	170	1 423,03	1 430,15
	175	1 432,16	1 439,33
	180	1 456,52	1 463,81
	185	1 479,87	1 487,27
	190	1 503,21	1 510,73
	195	1 526,56	1 534,19
IV	200	1 549,90	1 557,65
	205	1 573,25	1 581,12
	210	1 596,59	1 604,58

Lorsque la durée de travail dont relève le salarié est différente de 151,67 heures par mois (soit 35 heures hebdomadaires), il y a lieu de calculer les minima applicables au prorata de la durée de travail de l'intéressé indépendamment des majorations légales éventuellement dues.

Rémunération mensuelle minimum (REMM)

Coefficient égal ou supérieur à 220

A partir du 1^{er} mai 2011, puis du 1^{er} octobre 2011, le montant brut de la rémunération mensuelle minimum applicable aux salariés justifiant d'un coefficient égal ou supérieur à 220 en contrepartie d'une durée de travail effectif de 151,67 heures par mois (soit 35 heures hebdomadaires) est déterminé par application de la formule de calcul suivante, dans laquelle « C » représente le coefficient hiérarchique attribué à l'intéressé conformément aux dispositions de l'annexe « Classifications ».

A partir du 1^{er} mai 2011 : $REMM = 1\,029,71 + (5,268 \times [C-100])$.

A partir du 1^{er} octobre 2011 : $REMM = 1\,034,86 + (5,294 \times [C-100])$.

Exemples :

(En euros.)

COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION MENSUELLE minimum à partir du 1 ^{er} mai 2011	RÉMUNÉRATION MENSUELLE minimum à partir du 1 ^{er} octobre 2011
220	1 661,87	1 670,14
250	1 819,91	1 828,96
300	2 083,31	2 093,66
350	2 346,71	2 358,36
400	2 610,11	2 623,06
450	2 873,51	2 887,76
500	3 136,91	3 152,46
550	3 400,31	3 417,16
600	3 663,71	3 681,86
650	3 927,11	3 946,56
700	4 190,51	4 211,26

Dans le cadre d'un forfait annuel en jours convenu avec un salarié cadre (classé à un coefficient au moins égal à 300), conformément à l'article 15 de l'avenant n° 5 du 12 mars 1999 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail, la formule de calcul définie ci-dessus détermine la REMM brute servie à un salarié occupé sur la base annuelle de 218 jours, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 2 du présent accord.

Lorsque la durée de travail dont relève le salarié est différente de 151,67 heures par mois (soit 35 heures hebdomadaires), il y a lieu de calculer les minima applicables au prorata de la durée de travail de l'intéressé indépendamment des majorations légales éventuellement dues.

Article 3

Suppression des écarts de rémunération entre les hommes et les femmes

A l'occasion de la commission paritaire de la branche du 30 novembre 2010, les partenaires sociaux ont pris la décision d'ouvrir des négociations conformément aux articles L. 2241-1 et L. 2241-9 du code du travail concernant l'égalité hommes-femmes.

Dans ce contexte, les outils dont dispose la branche, et notamment OBSERVIA, seront utilisés pour éclairer les négociations.

Article 4

Dérogation

Le présent accord s'impose aux établissements, entreprises et groupes qui ne peuvent y déroger que dans un sens plus favorable aux salariés.

Article 5

Date d'application

Le présent avenant s'appliquera à compter du 1^{er} mai 2011 à l'ensemble des entreprises adhérentes aux syndicats signataires et leurs salariés.

Le présent avenant s'appliquera aux entreprises non adhérentes de la branche et à leurs salariés, dès le premier jour du mois suivant la date de publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 6

Publicité et dépôt

Le présent avenant sera déposé auprès de la direction générale du travail et au conseil des prud'hommes de Paris, conformément aux dispositions des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, l'ANMF étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

Article 7

Extension

Les parties signataires sont convenues de demander sans délai l'extension du présent avenant, l'ANMF étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

Fait à Paris, le 17 mai 2011.

(Suivent les signatures.)